

La construction navale, la première dans la crise

Début octobre l'armateur NCL annule le contrat de construction du navire C33 au prétexte qu'Aker Yards n'aurait pas respecté le cahier des charges. Par répercussion, le chantier annule les commandes passées avec les sous-traitants ! En août dernier Star Cruises a vendu 50 % du capital de NCL sa filiale, à un fonds de placement. Le lien entre l'annulation des commandes et les exigences financières à court terme de ces fonds de placement est évident. La crise financière n'a pas attendu longtemps pour toucher la construction navale. Cette situation illustre bien les logiques infernales qui mettent l'économie mondiale dans la tourmente et les conséquences dont nous ne mesurons pas encore l'ampleur.

L'argent présent sur les marchés financiers représente plus de 4 fois le PIB mondial. Comment en est-on arrivé là ? Des politiques publiques ont décidé d'orienter l'argent vers ces marchés et de ne rien faire pour le redistribuer ailleurs. Les entreprises laissent une part toujours plus importante de leurs profits à leurs actionnaires au détriment de leurs salariés, les inégalités sont renforcées par les réformes fiscales qui ont diminué l'impôt payé par les plus riches, comme le bouclier fiscal en France, au moment où les riches n'ont jamais été aussi riches.

Ne pas sauver le système bancaire serait pire pour l'ensemble de la société et de l'économie. Mais il faut le faire en fixant des contreparties très claires et très fermes, et dire aux banques : les filiales hébergées dans les paradis fiscaux pour échapper aux impôts, c'est fini ; la création de produits financiers totalement inutiles et opaques, c'est fini ; le non respect du droit au compte bancaire pour les personnes en difficulté, c'est fini. Les rémunérations qui dépassent l'entendement et sans lien avec les résultats économiques, c'est fini. Plus que jamais, c'est le moment pour le politique d'imposer une prise en compte sociale et écologique.

Or, sur tous ces points, on entend très peu Nicolas Sarkozy. Au contraire, le président UMP de l'Assemblée Nationale a même proposé de permettre aux plus riches qui ont mis leurs capitaux hors de France pour ne pas payer d'impôts de rapatrier leurs capitaux en étant totalement défiscalisés s'ils investissent dans un emprunt d'Etat ! Alors que les Villes elles-mêmes vont subir les conséquences de cette crise, l'Etat veut supprimer la dotation de solidarité urbaine ce qui représente pour St-Nazaire près de 1,7 millions d'euros !

Contact : mousseau@mairie-saintnazaire.f